

À une séance régulière des membres du conseil de la Ville de Rouyn-Noranda tenue à la salle du conseil de l'hôtel de ville, situé au 100 de la rue Taschereau Est, le lundi 11 août 2008 à 20 h, conformément à la Loi sur les cités et villes, à laquelle sont présents les conseillères et conseillers :

| | |
|----------------------------|--|
| Monsieur Léo Boisvert, | district de Noranda-Nord/Lac-Dufault |
| Madame Sylvie Turgeon, | district de Rouyn-Noranda Ouest |
| Monsieur André Philippon, | district de Dallaire |
| Monsieur Mario Provencher, | district du Centre-Ville |
| Monsieur Denis Geoffroy, | district du Vieux-Noranda |
| Monsieur Marcel Loyer, | district de Granada |
| Madame Marielle Pellerin, | district des Pionniers |
| Madame Danielle Simard, | district d'Arntfield/Montbeillard/Rollet |
| Monsieur Marcel Maheux, | district de Bellecombe/Beaudry/Cloutier |
| Monsieur Ronald Gaudet, | district de McWatters |
| Monsieur René Ducharme, | district de Cadillac |

Sont absents :

| | |
|-----------------------------|---|
| Madame Claudette Boulanger, | district de l'Université |
| Monsieur Claude Fournel, | district d'Évain |
| Monsieur Pierre Rodrigue, | district de D'Alembert/Cléricy/Mont-Brun/Destor |

formant quorum du conseil municipal de la Ville de Rouyn-Noranda sous la présidence de M. Roger Caouette, maire.

Sont également présents : M. Denis Charron, directeur général, M. Daniel Samson, greffier, Mme Carmen Jacob, greffière adjointe, M. Pierre Monfette, directeur du Service de l'aménagement du territoire et M. Guy Parent, directeur des Services communautaires et de proximité.

ATTENDU QUE la gestion des brûlages n'est pas soumise à l'obligation d'obtenir un permis de brûlage tel que prescrit par l'article 135 de la *Loi sur les forêts*;

ATTENDU QU'en vertu de l'article 136 de la *Loi sur les forêts*, les citoyens sont autorisés à faire un feu pour nettoyer un terrain résidentiel ou de villégiature sous certaines conditions;

ATTENDU QUE ce sont les municipalités qui doivent, si elles le désirent, encadrer les activités de brûlage domestique de leurs concitoyens;

ATTENDU QUE la *Loi sur les compétences municipales* confère aux municipalités le pouvoir de faire des règlements pour protéger la vie et la propriété des citoyens ainsi que pour prévenir les dangers d'incendies;

ATTENDU QUE les feux d'herbes, de broussailles et les feux en plein air hors contrôle constituent un danger pour la population, les habitations, la forêt et entraînent parfois des pertes élevées;

ATTENDU QUE le Service de la sécurité incendie désire réduire les alertes non fondées.

POUR CES MOTIFS,

Rés. N° 2008-709 : Il est proposé par le conseiller Marcel Loyer appuyé par le conseiller Mario Provencher et unanimement résolu que le **règlement N° 2008-565** concernant les feux extérieurs soit adopté et signé tel que ci-après reproduit.

RÈGLEMENT N° 2008-565

Le conseil municipal décrète ce qui suit :

CHAPITRE 1
DISPOSITIONS INTERPRÉTATIVES ET ADMINISTRATIVES

ARTICLE 1 PREAMBULE

Le préambule du présent règlement en fait partie intégrante.

ARTICLE 2 OBJET DU RÈGLEMENT

Le présent règlement prévoit certaines normes régissant le brûlage d'herbes et de broussailles et les feux en plein air.

ARTICLE 3 APPLICATION DU RÈGLEMENT

L'application du présent règlement est confiée au Service de la sécurité incendie et à la Sûreté du Québec et l'émission des permis en conformité aux dispositions dudit règlement est confiée au Service de la sécurité incendie.

ARTICLE 4 TERRITOIRE ASSUJETTI

Le présent règlement s'applique au territoire de la Ville de Rouyn-Noranda.

ARTICLE 5 DÉFINITIONS

Dans le présent règlement à moins que le contexte ne s'y oppose, on entend par les mots ou les expressions suivantes :

feu en plein air : destruction par le feu de matières comme le bois et les branches d'arbre lorsque les flammes ne sont pas entièrement contenues; comprend les feux de camp, les brûlages et les foyers en plein air, mais n'inclut pas les barbecues;

foyers extérieurs : cadre manufacturé, incombustible, fermé, équipé d'une cheminée munie d'un pare-étincelle et servant à des fins décoratives pour y faire un feu en plein air et dont la taille des matières qui peuvent y être brûlées ne peut pas dépasser un mètre dans tous les sens;

indice danger d'incendie bas : indice décrété par la SOPFEU comme étant le meilleur temps pour autoriser un brûlage;

indice danger d'incendie modéré : indice décrété par la SOPFEU et indiquant que les brûlages sont possibles sous surveillance étroite;

indice danger d'incendie élevé : indice décrété par la SOPFEU et indiquant que le brûlage n'est pas recommandé, car il est facile d'en perdre le contrôle et un incendie peut alors se propager rapidement;

indice danger d'incendie extrême : le brûlage est à proscrire, car dans ces conditions, la propagation d'un incendie peut atteindre plusieurs mètres à la minute;

personne : personne *physique* ou *morale*, y compris une compagnie, un syndicat, une société ou tout regroupement ou association quelconque d'individus;

personne morale : regroupement de personnes qui se voit reconnaître une existence juridique et qui, à ce titre, est titulaire de droits et de devoirs (association, compagnie, syndicat, etc.);

Rés. N° 2008-709 : (suite)

personne physique : personne prise en tant qu'individu, elle est dotée de la capacité juridique et titulaire de droits et de devoirs;

SOPFEU : Société de protection des forêts contre le feu;

Ville : Ville de Rouyn-Noranda.

CHAPITRE 2 **POUVOIR**

ARTICLE 6 POUVOIRS DU DIRECTEUR DU SERVICE DE LA SÉCURITÉ INCENDIE

Le directeur du Service de la sécurité incendie ou son représentant peut, en tout temps, faire éteindre un feu situé sur le territoire de la Ville lorsque la situation le requière.

CHAPITRE 3 **DISPOSITIONS GÉNÉRALES**

ARTICLE 7 DEMANDE DE PERMIS DE FEU EN PLEIN AIR

Toute personne, ayant au moins dix-huit (18) ans, qui désire faire un feu en plein air à l'intérieur des limites territoriales de la Ville doit au préalable obtenir un permis pour feu en plein air émis par le Service de la sécurité incendie.

Cependant, aucun permis n'est requis pour l'utilisation d'un poêle à brique, à charbon de bois ou d'un barbecue à gaz. De plus, il n'est pas nécessaire de se procurer un permis pour les feux de camp et pour l'utilisation de foyers extérieurs à condition que ces derniers soient conformes au chapitre 6 du présent règlement.

Le permis peut être obtenu par téléphone ou en se présentant au Service de la sécurité incendie de Rouyn-Noranda à l'adresse suivante :

Service de la sécurité incendie
de Rouyn-Noranda (caserne 01)
111, 9^e Rue
Rouyn-Noranda, Québec, J9X 2B7
Téléphone : 819 797-7124
Télécopieur : 819 797-7106

La demande de permis doit être effectuée au moins cinq (5) jours ouvrables avant la date prévue pour le feu en plein air.

Le Service de la sécurité incendie peut également émettre un permis pour une durée prolongée en fonction de la période de l'année.

ARTICLE 8 COÛT DU PERMIS

Il n'y a aucun coût à défrayer pour l'obtention du permis.

ARTICLE 9 INSPECTION

Le Service de la sécurité incendie se réserve le droit de visiter et d'examiner tout lieu utilisé pour effectuer un feu afin de constater si les dispositions du présent règlement y sont exécutées. Tout propriétaire, locataire ou occupant de ce lieu doit recevoir ces personnes et répondre à toutes les questions qui leur sont posées relativement à l'exécution de ce règlement.

ARTICLE 10 INCESSIBILITÉ ET PÉRIODE DE VALIDITÉ DU PERMIS

Le permis émis en vertu du présent règlement est incessible et n'est valide que pour la période du temps qui y est indiquée. Si le permis est émis pour une période excédant 24 heures, le détenteur doit téléphoner au Service de la sécurité incendie à chaque fois avant d'allumer un feu et aviser le Service de la sécurité incendie de la fin de celui-ci.

La période de validité d'un permis est variable.

ARTICLE 11 RÉVOCACTION DU PERMIS

Le permis émis peut en tout temps être révoqué si, de l'avis d'une personne responsable de l'application du présent règlement, une situation dangereuse existe sur le lieu du feu en plein air ou près de celui-ci ou encore si le détenteur ne respecte pas les dispositions du présent règlement.

ARTICLE 12 INTERDICTION DE FAIRE UN FEU EN PLEIN AIR

Il est interdit de faire un feu en plein air les jours où les conditions climatiques sont défavorables au brûlage faisant en sorte qu'il y a un risque élevé de propagation de feu, tels une sécheresse, un vent fort, un vent orienté en direction des matières inflammables ou lorsqu'une interdiction d'allumer un feu à ciel ouvert a été émise par les autorités municipale, provinciale ou la SOPFEU.

Dans le cas d'interdiction de feu en plein air émise par les autorités municipale, provinciale ou la SOPFEU, toute demande de permis est refusée et tout permis déjà accordé est automatiquement suspendu.

Aucun permis ne sera émis et aucun brûlage ne sera autorisé si l'indice de danger d'incendie émis par la SOPFEU est élevé ou extrême.

ARTICLE 13 INTERDICTIONS

Un feu ne doit pas nuire au voisinage par le dégagement de fumée ou d'odeur sans quoi il doit être éteint sans délai.

Il est interdit d'utiliser un accélérateur pour allumer un feu (essence, huile, etc.).

Il est interdit de brûler des déchets, des matières toxiques, des matières plastiques ou d'origine pétrolière, caoutchouc ou autres et toutes matières desquelles peut émaner une fumée polluante.

Il est interdit de procéder au brûlage d'un bâtiment ou de matériaux provenant de la démolition, construction ou rénovation d'un bâtiment.

Il est interdit de faire un feu de camp à l'intérieur d'un périmètre urbain tel que défini au schéma d'aménagement. Seuls les foyers extérieurs répondant aux exigences de la définition de l'article 5 sont permis dans les périmètres urbains.

ARTICLE 14 RESPONSABILITÉ ET OBLIGATIONS

La personne responsable d'un feu doit le surveiller en tout temps et s'assurer avant de quitter les lieux que le feu est complètement éteint avec de l'eau.

Le fait d'obtenir un permis pour faire un feu ne libère pas celui qui l'a obtenu de ses responsabilités dans le cas où des déboursés ou des dommages résultent du feu ainsi allumé. En aucun cas, l'émission d'un permis ne peut engager la responsabilité de la Ville pour tout préjudice pouvant résulter d'un feu en plein air.

CHAPITRE 4 **BRÛLAGE DOMESTIQUE**

ARTICLE 15 DÉFINITION

Brûlage domestique : brûlage visant à détruire un amas de résidus, de matières ligneuses ou autres combustibles à la suite d'un nettoyage sur un terrain résidentiel ou de villégiature tels que :

- amas d'herbes, de feuilles, de paille ou de rebuts forestiers (copeaux);
- nettoyage forestier (nettoyage de sous-bois);
- défrichage en vue de la construction d'une bâtisse résidentielle.

ARTICLE 16 CONDITIONS D'EXERCICE

Toute personne qui s'est vu accorder un permis de brûlage doit s'assurer de respecter les conditions suivantes :

- a) le requérant doit obtenir l'autorisation du Service de la sécurité incendie à chaque jour avant de débiter le brûlage et il doit l'aviser lors de l'extinction complète du brasier;
- b) une personne responsable doit demeurer constamment à proximité du site de brûlage jusqu'à l'extinction complète du feu et garder le plein contrôle sur le brasier;
- c) elle doit avoir en sa possession, sur les lieux du brûlage, le permis émis par le Service de la sécurité incendie;
- d) sur les lieux du brûlage, il doit y avoir les équipements requis pour combattre un incendie engendré par ce feu, tels que boyaux d'arrosage, extincteurs, pelles ou tout autre équipement approprié et ces équipements doivent en tout temps être accessibles au responsable;
- e) créer une zone de dégagement en enlevant toute matière inflammable (feuilles, brindilles, terre) sur une distance de 6 mètres calculée à partir du pourtour du brasier;
- f) veiller à ce que la hauteur et le diamètre des amas n'excèdent pas ce qui est inscrit au permis;
- g) n'utiliser aucune des matières suivantes comme combustible : pneus ou autres matières à base de caoutchouc, matériaux de construction, ordures, produits dangereux domestiques (peintures, huiles, solvants), produits polluants ou tout autre produit dont la combustion est prohibée par les lois et règlements en vigueur;
- h) n'utiliser aucun produit inflammable ou combustible comme accélérateur;

- i) le brasier doit être situé à au moins 30 mètres de tout bâtiment ou tout objet qui pourrait représenter un risque de propagation de l'incendie;
- j) n'effectuer aucun brûlage lors de journées venteuses (selon l'indice de vélocité permis);
- k) veiller à ce que la fumée du feu n'importune pas le voisinage sinon, le feu doit être éteint immédiatement;
- l) s'assurer que le feu est complètement éteint avant de quitter les lieux.

CHAPITRE 5 **BRÛLAGE INDUSTRIEL**

ARTICLE 17 DÉFINITION

Brûlage industriel : brûlage fait en forêt ou à proximité visant à détruire toute matière ligneuse abattue ou coupée lors d'un déboisement ou tout autre combustible brûlé pour des fins industrielles ou lucratives tels que :

- défrichement en vue du passage d'une route ou d'un dégagement de route;
- érection d'une ligne de transport d'énergie (électricité, gaz, etc.);
- défrichement en vue de la construction d'une bâtisse commerciale ou industrielle;
- travaux d'amélioration de cours d'eau municipaux;
- brûlages sylvicoles (débris forestiers, andains);
- brûlage de bleuetières.

ARTICLE 18 DEMANDE DE PERMIS

Toute personne désirant faire du brûlage à des fins industrielles à l'intérieur des limites territoriales de la Ville doit, au préalable, obtenir un permis de brûlage tel que prescrit par la *Loi sur les forêts* et qui est émis par la Société de protection des forêts contre le feu.

CHAPITRE 6 **FEU DE CAMP**

ARTICLE 19 DÉFINITION

Feu de camp : feu en plein air dont la taille des matières brûlées ne dépasse pas un mètre de largeur et un mètre de hauteur, qui est allumé et alimenté uniquement dans le but de faire cuire des aliments, de procurer une source de chaleur ou de servir à des fins récréatives et qui est entouré de matières incombustibles.

ARTICLE 20 EXIGENCES

Toute personne désirant allumer un feu de camp à l'extérieur du périmètre urbain et à l'intérieur des limites territoriales de la ville doit s'assurer de respecter les conditions suivantes :

- a) respecter les conditions énumérées aux articles 12 et 13 du présent règlement;

Rés. N° 2008-709 : (suite)

- b) une personne responsable doit demeurer constamment à proximité du feu jusqu'à l'extinction complète de ce dernier et garder le plein contrôle sur le brasier;
- c) l'emplacement pour faire le feu de camp est délimité par une structure qui entoure ledit feu sur au moins trois côtés de ce dernier. Cette structure de pierre, de brique, de béton, de métal ou d'autres matériaux semblables pouvant contenir des braises et les flammes est d'une hauteur d'au moins 30 centimètres ou dans un foyer extérieur répondant aux critères définis à l'article 5;
- d) le propriétaire ou le responsable des lieux possède les équipements requis pour combattre un incendie engendré par ce feu, tels que boyaux d'arrosage, extincteurs, pelles ou tout autre équipement approprié et ces équipements doivent en tout temps être accessibles au responsable;
- e) en tout temps, il ne doit y avoir aucun risque de proximité avec des matières inflammables et une distance de dégagement de 3 mètres doit être maintenue face à tout contenant (bouteille ou réservoir) de gaz inflammables.

ARTICLE 21 FEUX DE CAMP À L'INTÉRIEUR DU PÉRIMÈTRE URBAIN

Seuls les foyers extérieurs répondant aux critères définis à l'article 5 sont permis dans les périmètres urbains. De plus, ils doivent respecter les exigences des paragraphes a), b), d) et e) de l'article 20.

CHAPITRE 7
FESTIVITÉS ET ÉVÉNEMENTS SPÉCIAUX

ARTICLE 22 DÉFINITION

Feu de joie : tout feu allumé sur un terrain privé ou public et tenu dans le cadre d'une activité spécifique se démarquant notamment par sa taille ou par le nombre de personnes qui y assistent.

ARTICLE 23 EXCEPTION

Il est défendu à toute personne d'allumer ou de maintenir un feu dans un endroit public, sauf s'il s'agit d'un feu de joie allumé dans le cadre de festivités et événements spéciaux ayant fait l'objet d'une autorisation signée par le directeur du Service de la sécurité incendie ou son représentant et pour lequel un permis pour feu en plein air est émis conformément au présent règlement. Dans un tel cas, les équipements et le matériel requis pour l'extinction du feu doivent être disponibles sur les lieux à tout instant.

Des exigences particulières supplémentaires pourraient être applicables telles que requises par le Service de la sécurité incendie.

CHAPITRE 8
DISPOSITIONS CONCERNANT LES SANCTIONS ET LES RECOURS

ARTICLE 24 INFRACTION

Toute personne qui contrevient aux dispositions énoncées au présent règlement commet une infraction et est passible d'une amende plus les frais. À défaut du paiement de l'amende et des frais, les dispositions prévues au Code de procédure pénale (L.R.Q., c., C-25.1) s'appliquent.

Rés. N° 2008-709 : (suite)

Le directeur du Service de la sécurité incendie et/ou son représentant ainsi que les agents de la Sûreté du Québec sont autorisés à émettre des constats d'infraction à toute personne qui contrevient aux dispositions du présent règlement.

ARTICLE 25 PÉNALITÉS

Quiconque contrevient à l'une des dispositions du présent règlement commet une infraction et est passible d'une amende comme suit :

| | PREMIÈRE INFRACTION | | RÉCIDIVE | |
|-------------------|----------------------------|----------------------------|----------------------------|----------------------------|
| | <i>Amende minimale</i> | <i>Amende maximale</i> | <i>Amende minimale</i> | <i>Amende maximale</i> |
| Personne physique | 100 \$ | 1000 \$ | 200 \$ | 2000 \$ |
| Personne morale | 200 \$ | 2000 \$ | 400 \$ | 4000 \$ |

Toutes dépenses encourues par la Ville par suite du non-respect d'un des articles du présent règlement seront à l'entière charge des contrevenants.

ARTICLE 26 INFRACTION CONTINUE

Si l'infraction est continue, le contrevenant est passible de l'amende et des frais pour chaque jour au cours duquel l'infraction se continue, ladite infraction constituant jour après jour, une infraction séparée.

CHAPITRE 9
DISPOSITIONS FINALES

ARTICLE 27 ABROGATION DE RÈGLEMENTS ANTÉRIEURS

Le présent règlement remplace :

- l'article 7.2 du règlement numéro 17 *sur les nuisances à l'intérieur de la Ville de Rouyn-Noranda*;
- l'article 7.2 du règlement numéro 92-16 *sur les nuisances de l'ex-Municipalité du Lac-Dufault*;
- le règlement 96-7 *concernant les brûlages de l'ex-Municipalité du Lac-Dufault*;
- le règlement 109-1992 *concernant les brûlages de l'ex-Municipalité de Saint-Guillaume-de-Granada*;
- le règlement 98-05 *concernant les brûlages de l'ex-Municipalité de Beaudry*;
- l'article 9 du règlement numéro 2-95 *sur le Service d'incendie de l'ex-Municipalité d'Évain*;
- l'article 17 du règlement numéro 4-98 *sur les nuisances de l'ex-Municipalité d'Évain*;
- l'article 7 du règlement numéro 5-98 *concernant la sécurité, la paix et l'ordre dans les endroits publics de l'ex-Municipalité d'Évain*;
- l'article 17 du règlement numéro 90 *sur les nuisances de l'ex-Municipalité d'Arntfield*;
- l'article 7 du règlement numéro 91 *concernant la sécurité, la paix et l'ordre dans les endroits publics de l'ex-Municipalité d'Arntfield*;
- l'article 17 du règlement numéro 1-98-71 *sur les nuisances de l'ex-Municipalité de Montbeillard*;
- l'article 7 du règlement numéro 1-98-72 *concernant la sécurité, la paix et l'ordre dans les endroits publics de l'ex-Municipalité de Montbeillard*;

Rés. N° 2008-709 : (suite)

- l'article 17 du règlement numéro 03-12-97 *sur les nuisances* de l'ex-Municipalité de Rollet;
- l'article 7 du règlement numéro 04-12-97 *concernant la sécurité, la paix et l'ordre dans les endroits publics* de l'ex-municipalité de Rollet;
- le règlement 05-2000 *concernant les brûlages* de l'ex-Municipalité de Rollet;
- le règlement 05-76-98 *concernant les brûlages* de l'ex-Municipalité de Cloutier;
- le règlement 05-82-2000 *concernant les nuisances* de l'ex-Municipalité de Cloutier;
- l'article 17 du règlement numéro 67-97 *sur les nuisances* de l'ex-Municipalité de Bellecombe;
- l'article 7 du règlement numéro 68-97 *concernant la sécurité, la paix et l'ordre dans les endroits publics* de l'ex-Municipalité de Bellecombe;
- l'article 20 du règlement numéro 75-98 *concernant les nuisances* de l'ex-Municipalité de Bellecombe;
- le règlement 06-06-84 *concernant les brûlages domestiques* l'ex-Municipalité de McWatters;
- l'article 17 du règlement numéro 107-97 *sur les nuisances* de l'ex-Municipalité de McWatters;
- l'article 7 du règlement numéro 108-97 *concernant la sécurité, la paix et l'ordre dans les endroits publics* de l'ex-Municipalité de McWatters;
- le règlement 137-01 *concernant la gestion des brûlages domestiques* de l'ex-Municipalité de McWatters;
- le règlement 97-351 *concernant les brûlages* e l'ex-Ville de Cadillac;
- l'article 17 du règlement numéro 98-357 *sur les nuisances* de l'ex-Ville de Cadillac;
- l'article 7 du règlement numéro 98-358 *concernant la sécurité, la paix et l'ordre dans les endroits publics* de l'ex-Ville de Cadillac;
- le règlement 15-84 *concernant les brûlages* de l'ex-Municipalité de Mont-Brun;
- le règlement 21-87 *amendement concernant les brûlages* de l'ex-Municipalité de Mont-Brun;
- l'article 7 du règlement numéro 56-97 *concernant la sécurité, la paix et l'ordre dans les endroits publics* de l'ex-unicipalité de Mont-Brun;
- l'article 17 du règlement numéro 73-98 *sur les nuisances* de l'ex-Municipalité de Cléricy;
- l'article 7 du règlement numéro 74-98 *concernant la sécurité, la paix et l'ordre dans les endroits publics* de l'ex-Municipalité de Cléricy;
- le règlement 90-00 *concernant le brûlage* de l'ex-Municipalité de Cléricy;
- le règlement 91-00 *concernant les nuisances* de l'ex-Municipalité de Cléricy;
- le règlement 96-00 modifiant le règlement 90-00 *concernant le brûlage* de l'ex-Municipalité de Cléricy;
- l'article 17 du règlement numéro 89-97 *sur les nuisances* de l'ex-Municipalité de D'Alembert;
- l'article 7 du règlement numéro 90-97 *concernant la sécurité, la paix et l'ordre dans les endroits publics* de l'ex-Municipalité de D'Alembert;
- le règlement 109-00 *concernant les brûlages* de l'ex-Municipalité de D'Alembert;
- le règlement 12 *concernant les brûlages* de l'ex-Municipalité de Destor;
- l'article 17 du règlement numéro 83-98 *sur les nuisances* de l'ex-Municipalité de Destor;

Rés. N° 2008-709 : (suite)

- l'article 17 du règlement numéro 79-97 *sur les nuisances* du TNO.

ARTICLE 27 **ENTRÉE EN VIGUEUR**

Le présent règlement entre en vigueur conformément à la loi.

ADOPTÉE


Roger Caouette, maire


Daniel Samson, greffier